

METHODOLOGIE

	Evaluation réalisée lors de mission de terrain.	
	Evaluation réalisée lors d'entretiens téléphonique avec des informateurs clés.	X

L'évaluation rapide de l'OIM (*Emergency Event Tracking, EET*) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains des populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites terrain et/ou d'entretiens téléphoniques avec les informateurs clés des sites de déplacement ou des communautés d'accueil. Les informations sont ensuite recueillies dans les outils ERM. Ce rapport synthétique présente les résultats des évaluations réalisées du **25 – 30 juin 2024** à travers des **évaluations menées sur terrain avec les informateurs clés**.

DÉTAILS DU DÉPLACEMENT

18 336 INDIVIDUS DÉPLACÉS

3 144 MENAGES DÉPLACÉS

10 993 FEMMES DÉPLACÉES

7 343 HOMMES DÉPLACÉS

CRISE ADF

JUIN 2024

DÉTAIL SUR LA ZONE ÉVALUÉE

PROVINCE	NORD-KIVU
TERRITOIRE	LUBERO

RÉSUMÉ DE L'ALERTE #5337

La crise ADF dans la province du Nord-Kivu, principalement dans le territoire de Beni, s'élargit sur le territoire de Lubero, dans la zone de santé de Biena, dans le groupement Bapakombe depuis le 18 juin 2024. Cette incursion est accompagnée par plusieurs pertes en vies humaines, vols et incendies. Cela a forcé plusieurs villages (Kambau, Liboyo, Mbunia, Akwele et Manguredjipa) à se déplacer vers les villages de Njiapanda et Kaheku (Chefferie de Baswagha, zone de santé de Biena).

Ces ménages déplacés ont été reçus en majorité dans les familles d'accueil. Les besoins humanitaires sont considérables dans l'ensemble des zones touchées et risquent de s'aggraver encore sans une action urgente. En même temps, la situation sécuritaire et humanitaires se détériore davantage dans l'ensemble du territoire de Lubero dû à la crise M23 dans la zone de santé de Kayna. Cette situation nécessite une intervention urgente et multisectorielle.

PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES

1 NOURRITURE

2 AMEs

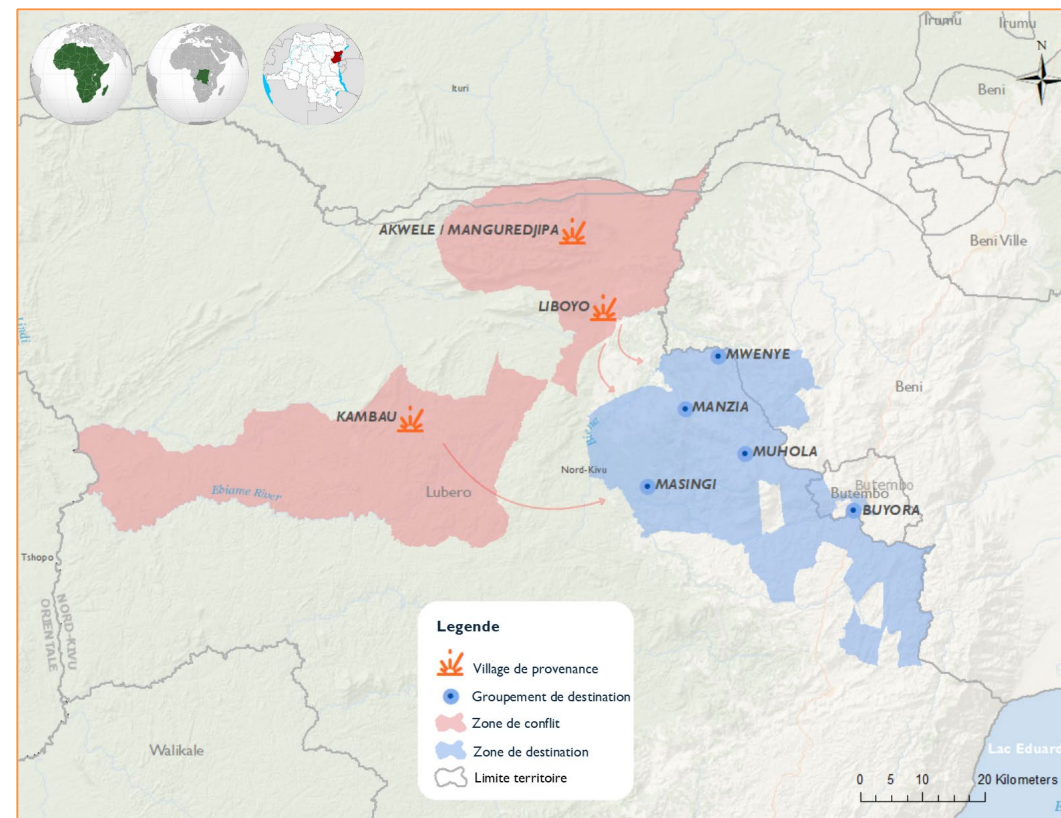
3 ABRIS

4 SANTÉ

5 WASH

DONNÉES DÉTAILLÉES DU DÉPLACEMENT

Groupement	Ménages	Individus	Hommes	Femmes	Enfants <5
Manzia	2 284	13 299	5 322	7 977	2 022
Mwenye	259	1 537	620	917	189
Buyora	97	578	232	346	86
Masingi	257	1 440	576	864	228
Muhola	247	1 482	593	889	222
Total	3 144	18 336	7 343	10 993	2 747



OBSERVATION & ANALYSE



Les déplacements identifiés au cours de cette évaluation sont liés aux attaques attribuées au groupe armé ADF en juin 2024. La population déplacée comprend 3 144 ménages, soit un total de 18 336 individus répartis dans 5 groupements (Manzia, Mwenye, Buyora, Misingi et Muhola) dans le territoire de Lubero. Ces nouveaux arrivants s'ajoutent aux personnes déplacées arrivées précédemment dans le groupement de Manzia (territoire de Lubero).

Ces chiffres pourront être actualisés en fonction des mouvements de population en cours. Cette situation a entravé le déploiement des acteurs humanitaires sur le terrain. Il est à noter qu'un grand nombre de personnes déplacées n'ont pas reçu de l'assistance et vivent dans des conditions difficiles.



La capacité d'accueil des communautés hôtes est de plus en plus limitée et les personnes déplacées qui vivent dans des familles d'accueil sont exposées aux risques de surpopulation. La grande majorité des ménages ont déclaré avoir été victimes de vols et d'incendies. Cela met en évidence un besoin prioritaire d'articles ménagers essentiels parmi les personnes déplacées dans les différentes zones.



L'agriculture de subsistance, le travail journalier, l'élevage et le petit commerce sont les principaux moyens de subsistance des ménages dans les zones touchées. Les personnes déplacées sont accueillies dans des villages qui souffrent déjà d'un accès limité aux approvisionnements, de moins de biens disponibles sur le marché, de la fluctuation des prix des denrées alimentaires et d'un accès restreint aux terres agricoles. La population déplacée est confrontée au problème supplémentaire des possibilités limitées de travail et d'activités de subsistance dans les zones de refuge. Les stratégies de survie pour certaines personnes déplacées impliquent l'achat de la nourriture avec de l'argent emprunté et la consommation de la nourriture sauvage.



Dans plusieurs des zones affectées, les activités scolaires ont été suspendues dans la plupart des cas en raison de la détérioration de la situation sécuritaire. Les familles déplacées ont également indiqué qu'elles n'étaient pas en mesure de payer les frais de scolarité lorsqu'ils étaient disponibles dans la communauté hôte.

OBSERVATION & ANALYSE



D'une manière générale, les personnes déplacées font face aux difficultés importantes pour accéder aux soins de santé dans les centres de santé locaux (non soutenus par les ONG). Les informateurs clés rapportent que les personnes déplacées rencontrent des difficultés à payer les coûts des soins médicaux et souffrent d'un manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé suite à la dégradation de la sécurité. De plus, une pénurie importante de médicaments et de produits médicaux aggrave la situation de ceux qui ont les moyens de payer. En outre, les informateurs clés signalent l'absence d'acteurs humanitaires dans les zones de santé de Biena à la suite de la détérioration de la situation sécuritaire.



L'accès à l'eau potable dans les zones de déplacement reste un défi majeur. Les informateurs signalent un nombre insuffisant de points d'eau fonctionnels (et certains à une longue distance pour y accéder), de longs délais d'attente et d'une absence de capacité de stockage de l'eau. Dans les aires de santé de Karima (en particulier dans les villages Beme et Mbalasi), il s'observe une utilisation des sources d'eau non améliorées. L'insuffisance ou l'absence totale d'installations pour le lavage des mains a également été signalée dans les lieux publics.



Face à cette crise qui persiste dans la région, les populations locales et les personnes déplacées sont exposées à des risques importants en matière de protection. Les informateurs clés font état de risque d'enlèvements, de séparation des familles, de mariage précoce/forcé et de violences sexuelles dans les zones de refuge.

Les activités de suivi des urgences de la DTM en RDC sont soutenues par :



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN